les obligations de ce genre, si ce n'est à l'Eglise dans le temps, et à Dieu dans l'Éternité? Ces obligations en effet tiennent au plus intime de la conscience et se rattachent essentiellement à l'obtention de la fin dernière. Eh bien ! nulle autre autorité que l'autorité spirituelle de l'Eglise ou l'autorité divine, ne peut exercer jusque là son action.—Et quant à la sanction proprement dite que l'Eglise emploie, on sait les exhortations pressantes et les menaces sévères qu'elle fait entendre. Il n'y a pas à dire qu'elle ne tient point à ce que les hommes soient instruits. Oui ! certes, elle y tient et elle fait les plus grands efforts pour atteindre ce résultat. Il est vrai qu'elle a en vue surtout l'éducation morale et religieuse ; mais l'éducation matérielle n'est pas exclue ; elle fait partie de la première, elle s'impose avec elle.

5^{me} Objection.— L'enfant que son père néglige de faire instruire est un opprimé. Or l'État doit certainement prendre la cause des opprimés. Donc etc.—

Réponse.— L'État doit prendre la cause des opprimés, oui ! mais pas pour les opprimer davantage ! Or l'État qui prétendrait secourir les enfants en s'emparant d'eux pour les instruire, les mettrait dans une position bien plus lamentable, puisqu'il ne leur enseignerait ni religion, ni morale, ou qu'il leur donnerait à cet égard un enseignement empoisonné. En demeurant au sein de la famille, ces enfants, tout en n'apprenant ni à lire, ni à écrire, y apprendraient au moins à être bons, justes, honnêtes et vertueux ; mais à l'école de l'État, c'en est fait d'eux ! — Au reste, nous nions énergiquement qu'un enfant à qui son père n'apprend pas à lire et à écrire soit un enfant opprimé. L'enfant n'a pas de droit strict à cela, parce que l'instruction matérielle ne lui est pas absolument nécessaire. Il a le droit à ce qu'on fasse de lui un honnête homme, un homme capable d'atteindre sa fin dernière ; mais en fait d'instruction, c'est tout. Et si son père lui enseigne bien ses devoirs envers Dieu, envers le prochain, envers lui-même, et qu'il ne lui enseigne que cela, nul ne peut se lever contre lui et le trouver coupable d'un crime.

6^{ème} Objection. — L'État doit veiller à la perfection de chacun de ses membres ; or les enfants sont membres de l'État. Donc etc.

Réponse.— Cette objection est du Césarisme pur. L'enfant membre de l'État ! l'enfant appartenant avant tout à l'État ! cela est faux. Car l'enfant appartient avant tout à la famille, et ce n'est que conjointement avec elle qu'il fait partie de la société. C'est ce que nous avons démontré déjà, en réfutant la doctrine de l'ignoble Rousseau. Or maintenant nous disons : l'État, dans toutes les limites du droit, peut bien s'intéresser aux enfants, parce qu'ils ne laissent pas de faire partie de la société ; mais le droit n'étant pas en sa faveur, par rapport à l'éducation compulsoire, une telle éducation est essentiellement absurde et tyrannique.

7^{ième} Objection.— L'État oblige bien le jeune homme à aller mourir sur le champ de bataille, et le père à laisser partir son enfant ; pourquoi, n'obligerait-il pas les enfants à s'instruire et les parents à les envoyer à l'école ?

Réponse.— Nous voudrions bien savoir s'il y a la moindre parité entre les deux cas. Aller mourir sur le champ de bataille, est une chose qui est dans l'ordre, une chose voulue de Dieu et des hommes, une chose honorable et glorieuse, et qui, de soi, ne fait courir aucun risque pour la vie éternelle. Mais aller s'instruire aux écoles de l'État, qui ne voit que c'est al-

ler gêner son esprit et son cœur, s'imprégner d'indifférentisme d'impiété ou d'incrédulité, et prendre de mauvaises moeurs. Or cela, ce n'est pas dans l'ordre, ce n'est voulu ni de Dieu, ni des hommes, c'est le sacrifice à tout jamais et de l'honnêteté ici-bas et du bonheur dans la vie future.

Nous en finissons là avec les objections. On nous en ferait mille autres, que nous les réfuterions toutes aussi facilement au moyen des mêmes principes parce qu'elle ne seraient pas plus fortes ni mieux fondées les unes que les autres.

Notre tâche s'arrête ici. Cependant nous ne pouvons terminer sans nous adresser cette question : Pourquoi, dans un pays comme le nôtre où l'Eglise a toujours commandé et commande encore l'amour et le respect, où les principes fondamentaux de l'ordre social ne sont point la souveraineté du peuple, la centralisation de tous les pouvoirs, l'omnipotence de l'État, et ne permettent pas, par conséquent, d'arriver comme en Europe, par une déduction toute logique, à l'institution de l'instruction compulsoire, pourquoi voudrait-on briser tout-à-coup avec le régime établi ? — Et nous ne trouvons absolument qu'une réponse à cette question : ou parce que l'enseignement de l'Eglise Catholique serait abhorrée, ou parce qu'il serait trouvé que l'Eglise ne va pas assez vite ni assez bien.— Nous voulons bien ne pas croire à la première de ces deux raisons et ne nous en tenir qu'à la seconde. Or voici les réflexions qu'elle nous inspire.

Nous disons tout d'abord qu'une pareille assertion est une odieuse calomnie. L'Eglise, qui de droit divin enseigne la jeunesse, a toujours rempli sa mission avec honneur. Dix-huit siècles de travaux et d'efforts héroïques pour répandre les lumières de la science et régénérer le génie de l'homme, sont là pour l'attester. C'est l'enseignement de l'Eglise qui a fait les peuples ce qu'ils sont aujourd'hui, et qui a produit les grands savants et les grands écrivains. L'enseignement catholique a tout fait ! Et c'est l'enseignement de l'État, l'enseignement matérialiste, impie, athée, qui a tout détruit. Il a enfanté toutes les Révolutions qui depuis 1789 ont bouleversé le monde. Il a excité dans le cœur des peuples la haine de l'autorité civile et religieuse, l'amour effréné des richesses et cette effroyable passion du nivellement social. La Révolution Française et ses horreurs, la Révolution d'Italie en 1848 et tout dernièrement encore la Commune de Paris et ses épouvantables atrocités, voilà ses oeuvres. "*A fructibus eorum cognoscetis eos,*" a dit le Christ en parlant des propagateurs des fausses doctrines. Cette parole s'applique on ne peut mieux aux sectaires de l'instruction compulsoire.

Mais cette assertion : L'Eglise ne va pas assez vite ; l'Eglise favorise l'ignorance, sortie de la bouche d'un Canadien, serait plus que partout ailleurs déplacée parce que nulle part ailleurs il n'est aussi palpable et évident que c'est à l'Eglise qu'est due toute instruction et toute gloire intellectuelle. L'Eglise ne va pas assez vite ! mais notre pays est un des plus distingués sous le rapport du nombre d'enfants qui fréquentent les écoles.—L'Eglise n'instruit pas assez bien ! mais dans tous les genres de travaux, nous nous suffisons à nous-mêmes honorablement ; et nos hommes d'éducation supérieure, quand ils visitent l'Europe, excitent partout l'admiration et donnent la plus haute idée des lumières intellectuelles du pays d'où ils viennent. On pourrait par conséquent ajouter que ce n'est pas seulement une odieuse calomnie, mais une déplorable ingratitude.